



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Marché public de prestations intellectuelles passé au terme d'une procédure adaptée
définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à 8 du Code de la commande publique**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT

Pouvoir adjudicateur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF), représentée par Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Objet du marché

RÉALISATION DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE
ET RÉDACTION DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL CONCERNANT LE PLAN DE
GESTION DES POISSONS MIGRATEURS DU BASSIN SEINE-NORMANDIE
(PLAGEPOMI) 2028-2033

Imputation : BOP 113

**Mois d'établissement des prix : mois de la date limite de réception des offres
finales**

Le présent CCAP-AE comporte 18 pages

DRIEAT-IF
21-23, rue Miollis
75015 PARIS

Table des matières

Article 1- NORMES ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1 Objet du marché.....	4
1-2 Durée du marché et point de départ du délai d'exécution	4
1-3 Arrêt de l'exécution des prestations	4
1-4. Clause environnementale.....	5
1-5 Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion	5
Obligation de discrétion.....	5
Accès aux locaux et normes de sécurité.....	5
Devoir d'information en cas de changement majeur	5
Maintien de la liste des intervenants	5
Identification des suppléants.....	5
Sensibilisation du personnel	5
Niveau de compétences suffisant	6
Destruction des données	6
Réversibilité	6
Conséquences en cas de mise en cause du prestataire dans un incident de sécurité	6
Article 2 - TITULAIRE DU MARCHÉ	6
2-1 Titulaire du marché et remplacement du personnel.....	6
2-2 Sous-traitance d'une partie du contrat.....	7
Article 3 - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	8
3-1 Identification du pouvoir adjudicateur	8
3-2 Identification du prestataire	8
Article 4 - MONTANT DU MARCHÉ	11
4-1 Montant du marché.....	11
4-2 Montant sous-traité.....	11
4-3 Créance présentée en nantissement ou cession.....	12
Article 5 - PIÈCES CONTRACTUELLES	13
5-1 Pièces particulières	13
5-2 Pièce(s) générale(s)	13
Article 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	13
6-1 Rémunération.....	13
6-2 Règlement des comptes.....	13
6-3 Modalités particulières de paiement	14
6-4 Modalités des règlements.....	15
Article 7 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	17

Article 8 - PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES 17

Article 9 - PÉNALITÉS 17

Article 10 - RÉSILIATION 17

Article 11 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX 17

ENGAGEMENT DES PARTIES 18

Article 1- NORMES ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1 Objet du marché

Le présent marché a pour l'objet l'évaluation environnementale du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie (PLAGEPOMI) 2028-2033, qui comprend :

- L'analyse du processus d'élaboration du plan et le conseil au maître d'ouvrage pour l'élaboration des mesures du plan au regard de cette analyse ;
- L'élaboration et la rédaction du rapport environnemental et de son résumé non technique, rendant compte de la démarche d'évaluation environnementale (contenu encadré par l'article R.122-20 du Code de l'environnement).

Le PLAGEPOMI est élaboré en application de l'article R.436-45 du Code de l'environnement.

Les spécifications techniques de la prestation sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Elles sont complétées par l'offre du prestataire qui vaut engagement contractuel.

Les prestations seront livrées par courriel auprès de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, service déconcentré de l'État en charge de la délégation de bassin Seine-Normandie.

1-2 Durée du marché et point de départ du délai d'exécution

La durée du présent marché est de 12 mois à compter de sa date de notification.

Le délai global estimatif d'exécution des prestations est de 10 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations.

Le tableau suivant résume à titre indicatif les durées prévisionnelles des différentes phases de l'étude. Ces durées sont représentées sous forme de diagramme de Gantt dans le CCTP, partie 6.

Étapes	Durées prévisionnelles
Prise de connaissance et recueil des données, réalisation de l'état initial consolidé	2 mois (janvier-février 2026)
Participation à l'élaboration du plan, conseil au maître d'ouvrage et intégration des considérations environnementales à chacune des étapes de l'élaboration du plan	6 mois (janvier-juin 2026)
Réalisation du rapport environnemental et de son résumé non technique	10 mois (janvier-octobre 2026)

Le détail de la mission est défini à l'article 3.2 du CCTP.

1-3 Arrêt de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 22 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), seul le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des phases de la mission, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Par ailleurs, chacune des phases de la mission sera clairement identifiée dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ainsi que dans l'offre du candidat, et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

1-4. Clause environnementale

Plusieurs dispositions du marché contribuent à réduire l'empreinte carbone de la mission. Le prestataire peut en outre mettre en avant dans son offre toutes autres démarches ou engagements de sa part à vocation environnementale.

Le détail des clauses à caractère environnemental est précisé à l'article 5.2 du CCTP.

1-5 Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

Les mesures de sécurité suivantes sont à appliquer.

Obligation de discrétion

Le titulaire qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, est tenu de maintenir confidentielle cette communication qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître le contenu. Si cet engagement n'est pas respecté, la personne publique peut prétendre à des indemnités au titre du préjudice subi. La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle pourrait recevoir du titulaire. Si cet engagement n'est pas respecté, le titulaire peut prétendre indemnitée au titre du préjudice subi.

Accès aux locaux et normes de sécurité

L'accès des préposés du titulaire aux locaux de la personne publique est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à la personne publique. Lorsque les prestations sont à exécuter dans un point sensible ou une zone protégée, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par la personne publique. La personne publique s'engage à informer le personnel du titulaire se trouvant dans ses locaux de l'ensemble de ces réglementations internes.

Devoir d'information en cas de changement majeur

Le titulaire est tenu d'informer la personne publique en cas de changement majeur de son actionnariat, d'une fusion ou d'une acquisition. Le cas échéant, l'apparition de conflits d'intérêts peut être une cause de rupture de contrat et de déclenchement des clauses de réversibilité.

Maintien de la liste des intervenants

Le titulaire s'engage à fournir la liste des intervenants dès le lancement de la prestation et à maintenir cette liste en fonction des départs et arrivées de nouveaux intervenants.

Identification des suppléants

Le titulaire doit identifier un suppléant pour chaque personnel expert et/ou décideur afin d'assurer une polyvalence et de permettre la continuité de service.

Sensibilisation du personnel

Le titulaire s'engage à assurer pour chaque intervenant une sensibilisation à la sécurité de l'information et aux règles de la personne publique. Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre de la prestation respecte les dispositions concernant la sécurité telles que décrites dans

les documents contractuels.

Niveau de compétences suffisant

Le titulaire s'engage à maintenir un niveau suffisant de compétences en matière de sécurité des systèmes d'information pour mener à bien la prestation. Il s'engage à pouvoir justifier l'ensemble des compétences requises dans le cadre de la prestation (qualifications, certifications).

Destruction des données

Au terme du contrat ou en cas de rupture anticipée, le titulaire s'engage à restituer sans délai à la personne publique une copie de l'intégralité des données confiées par la DRIEAT-IF dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire s'engage à détruire, dans un délai raisonnable, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal (modèle en annexe) daté et signé par le titulaire.

Réversibilité

En cas d'expiration ou de résiliation de tout ou partie des services fournis à la personne publique dans le cadre de la prestation contractualisée, le titulaire s'engage à éviter toute interruption ou baisse de la qualité des services avant la fin du contrat. Le titulaire s'engage également à assurer l'ensemble des opérations pour que la personne publique puisse reprendre les services dans de bonnes conditions (transfert de compétences, documentations, etc.).

Conséquences en cas de mise en cause du prestataire dans un incident de sécurité

En cas de mise en cause dans un incident de sécurité au sein de la DRIEAT-IF ou de non-respect des règles de sécurité, la DRIEAT-IF peut mettre un terme au contrat et engager des poursuites judiciaires, selon la gravité des actes constatés.

Article 2 - TITULAIRE DU MARCHÉ

2-1 Titulaire du marché et remplacement du personnel

Les caractéristiques du titulaire du marché sont précisées à l'article 3.2 du présent document, la bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans le présent document.

Aussi, le titulaire s'engage à nommer un chef de projet afin de mener les missions qui lui incombent au titre du présent marché. Les modalités de remplacement des membres de l'équipe sont précisées ci-dessous.

Si les personnes initialement désignées ne sont plus en mesure d'accomplir leurs missions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer un remplaçant disposant de compétences et d'expériences au moins équivalentes et assurer sa formation.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, tout remplacement unilatéral intervenu, sans en avoir avisé

au préalable et au moins sept jours calendaires avant le remplacement effectif le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire dans le délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis de retrait du référent initial par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues à l'article 9 du présent document pourront être appliquées.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à le justifier, de demander le remplacement de l'un ou de plusieurs des membres de l'équipe projet désignés à la signature du marché. Le titulaire s'engage à proposer un autre prestataire dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la notification du pouvoir adjudicateur.

2-2 Sous-traitance d'une partie du contrat

Le présent marché peut être exécuté, partiellement, en sous-traitance directe ou indirecte, conformément aux articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique, à condition qu'au préalable :

- Le pouvoir adjudicateur ait accepté chaque sous-traitant et agréé ses conditions de paiement ;
- Le titulaire, ou le sous-traitant qui veut lui-même sous-traiter une part du marché, puisse justifier qu'aucune cession ou nantissement de créances ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, si les conditions sont remplies pour qu'il puisse y prétendre.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, contre récépissé ou par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date :

- la déclaration de sous-traitance complétée et signée par ses soins et par le sous-traitant (le titulaire peut utiliser le formulaire DC4, lequel peut être obtenu sur le site du ministère de l'Économie : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- L'exemplaire unique du marché public ou bien le certificat de cessibilité, s'il a été délivré, afin que le représentant légal du pouvoir adjudicateur en modifie la formule d'exemplaire unique ou une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant, si le marché a été nanti.
- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, soit :

1. Dans tous les cas, les documents suivants :
 - a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au sous-traitant et datant de moins de six mois ;
 - b) Une attestation sur l'honneur du sous-traitant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2°.
2. Lorsque le sous-traitant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce dernier de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

Si le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble des pièces nécessaires, son accord devient effectif après notification de la déclaration de sous-traitance, signée par ses soins, au sous-traitant et à son entrepreneur principal.

Le titulaire reste tenu envers le pouvoir adjudicateur de l'exécution de la totalité des obligations et engagements tels que décrits au présent marché.

Article 3 - IDENTIFICATION DES PARTIES

3-1 Identification du pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, représentée par Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la région Île-de-France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023
Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)
Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la région Île-de-France n° IDF-2022-07-19-00005 du 19 juillet 2022
Ordonnateur
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, représentée par Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la région Île-de-France n° IDF-2022-07-19-00005 du 19 juillet 2022
Comptable public assignataire
Monsieur le Directeur départemental des finances publiques du Val-de-Marne 1 Place du Général Billotte 94040 CRETEIL Cedex

3-2 Identification du prestataire

☐ Je soussigné,

Nom et prénom :			
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :			
Domicilié à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel :			
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)			
Au capital de :			
Ayant son			

siège à :													
Tel. :							Fax :						
Courriel :													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :													
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :													

Le titulaire doit être en mesure de justifier d'un statut juridique légal, et qu'il est en règle à l'égard des obligations sociales et fiscales conformément aux articles R.2143-3 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

En cas de groupement, le titulaire transmet ces éléments pour chacun des membres du groupement en désignant le mandataire.

☐ **Nous soussignés,**

☐ en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par le mandataire solidaire :

☐ en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par le mandataire :

Cotraitant 1	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

Cotraitant 2	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : 	
Domicilié à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) 	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

Cotraitant _	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : 	
Domicilié à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) 	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

après avoir :

- pris connaissance du présent cahier des clauses administratives particulières valant acte

- d'engagement (CCAP-AE) et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique ;
 - **m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.
L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.
 - **nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants groupés solidaires, représentés par :**

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée en page de garde du règlement de la consultation.

Article 4 - MONTANT DU MARCHÉ

4-1 Montant du marché

Le montant des prestations est défini par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix sont fermes.

ÉLÉMENTS DE MISSION	MONTANT HT	TVA (20%)	MONTANT TTC
Évaluation environnementale : conseil au maître d'ouvrage, rapport, résumé non technique			
Réunions (dont 2 en présentiel) et suivi du projet			
Total			

Montant total TTC arrêté en toutes lettres : _____

4-2 Montant sous-traité

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique, le(s) formulaire(s) DC4 annexés au présent CCAP-AE indique(nt) la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par des sous-traitants, leurs noms et leurs conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

☐ Prestataire unique

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

● Montant HT

● Montant TTC

Les déclarations et attestations (article R.2193-1 du Code de la commande publique) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent CCAP-AE.

☐ **Groupement solidaire**

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

N° du cotraitant	Montant HT	Montant TTC
1		
2		
3		
Total		

Les déclarations (article R.2193-1 du Code de la commande publique) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent CCAP-AE.

☐ **Groupement conjoint**

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

N° du cotraitant	Montant HT	Montant TTC
1		
2		
3		
Total		

Les déclarations et attestations (article R.2193-1 du Code de la commande publique) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent CCAP-AE.

4-3 Créance présentée en nantissement ou cession

Montant présenté pour le prestataire unique : _____

Montant présenté pour le groupement : _____

Article 5 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

5-1 Pièces particulières

- A) Le présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP-AE) ;
- B) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- C) La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- D) L'offre du titulaire

5-2 Pièce(s) générale(s)

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A).

Article 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

6-1 Rémunération

La rémunération est forfaitaire. Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 4-1 du présent document.

Le montant des prestations est défini par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix sont réputés fermes conformément aux dispositions des articles R.2112-9 à R.2112-11 du Code de la commande publique.

6-2 Règlement des comptes

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles R.2191-20 à R.2191-25 du Code de la commande publique et 11 et 12 du CCAG-PI. La rémunération du titulaire se fera en une fois à la remise du rapport environnemental final.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai :

- fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-13, R.2192-31 et D.2192-35 du Code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- donne lieu, de plein droit en sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à quarante euros.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- décret n°2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs.

La dématérialisation des factures est réalisée avec le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Cette dématérialisation avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

L'utilisation, sous quelque forme que ce soit, du portail de facturation Chorus Pro est obligatoire dans le cadre de l'exécution de ce marché pour le titulaire ainsi que, le cas échéant, les membres du groupement et les sous-traitants.

Les factures dématérialisées, destinées pour 100 % de leurs valeurs à la DRIEAT-IF, devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- le numéro de marché qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le numéro de SIRET de l'État : 110 002 011 00044 ;
- le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

6-3 Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe du présent CCAP-AE.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283 du Code général des impôts, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur ;
- Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 6.2 ci-dessus, compté à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

6-4 Modalités des règlements

☐ **Prestataire unique**

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN	<input type="text"/>	
BIC (par SWIFT)	<input type="text"/>	

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement solidaire**

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN	<input type="text"/>	
BIC (par SWIFT)	<input type="text"/>	

☐ Les soussignés prestataires groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des prestataires groupés solidaires.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement conjoint**

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1																																		
compte ouvert à l'organisme bancaire :																																		
à :																																		
au nom de :																																		
sous le numéro :																									clé RIB :									
code banque :																									code guichet :									
IBAN																																		
BIC (par SWIFT)																																		

Cotraitant 2	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 3	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Toutefois, la personne publique se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Article 7 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés aux biens et aux personnes de la DRIEAT-IF, de son fait, de celui de son personnel et de ses biens.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre la DRIEAT-IF excepté en cas de faute ou malveillance de celle-ci.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes les polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques qu'il encourt (article 9 du CCAG-PI) et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre la DRIEAT-IF, excepté en cas de faute ou malveillance de cette dernière.

Article 8 - PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES

Les droits d'exploitation des résultats de l'étude seront cédés au pouvoir adjudicateur selon les modalités définies à l'article 35 du CCAG-PI.

Le titulaire remettra à l'issue de l'étude tous les documents non publics qui auront été mis à sa disposition.

Article 9 - PÉNALITÉS

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-PI sont applicables.

Les délais maximums de rendu des livrables sont détaillés à l'article 4.3 du CCTP.

Article 10 - RÉSILIATION

Les dispositions du CCAG-PI sont applicables.

L'exécution aux frais et risques du titulaire pourra être prononcée dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG-PI.

Article 11 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP-AE sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du présent CCAP-AE	Article du CCAG-PI	Objet de la dérogation
1.3	22	Seul le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des phases de la mission, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.
2.1	3. 4. 3	Modalités de remplacement du personnel de l'équipe et pénalités.
5	4.1	Liste des pièces contractuelles par ordre de priorité.

ENGAGEMENT DES PARTIES

Fait en un exemplaire original,

Signature identifiée du candidat (prénom, nom, fonction)

Cachet de l'entreprise

Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur

Est acceptée la présente offre pour valoir marché.

A Paris,

le

Pour le pouvoir adjudicateur,